



Taux actuels de retard de croissance: 6.1% d'émaciation: 43.1% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale: 15.6%

Source: Gouvernement mozambicain (DHS, 2011)

Bons résultats

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (13.63 % des dépenses publiques en 2014) correspondent aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Mozambique : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Mozambique : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire et a distribué deux fortes doses de supplément en vitamine A à 99% des enfants en 2014.
- Mozambique : 90.6% des femmes de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2011.

Points à améliorer

- Mozambique : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (8.8% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Mozambique : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Mozambique : ce pays ne dispose pas de ligne budgétaire distincte pour la nutrition ; cela rend impossible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- Mozambique : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2011.
- Mozambique : le faible accès à des sources d'eau potable améliorées (51.1% en 2015) et à des installations sanitaires améliorées (20.5% en 2015) empêche l'obtention de résultats positifs en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Mozambique : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est médiocre.
- Mozambique : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.
- Le taux d'enregistrement des naissances (47.9% en 2011) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)****Dépenses publiques**

	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	13.63%	2014	2e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ¹	8.8%	2014	28e

Politiques

Accès à la terre (sécurité foncière) ²	Bon	2014	9e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ²	Bon	2013	5e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	47.9%	2011	34e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ²	Médiocre	2016	20e ex aequo

Lois

Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ²	Moyen	2013	8e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2011	7e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Non	2012	28e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (Abuja) et l'agriculture (Maputo) ● >=75% <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

³ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**Dépenses publiques**

	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Non	2015	29e ex aequo

Politiques

Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	99%	2014	2e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	51.1%	2015	43e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	20.5%	2015	32e
Visites médicales pour les femmes enceintes	90.6%	2011	25e ex aequo
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Modérée	2015-2019	16e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2011	35e ex aequo

Lois

Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2016	1er ex aequo
--	---------------------	------	--------------

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacré dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel